

République Française – Liberté • Egalité • Fraternité

ARRÊTÉ MUNICIPAL

AR-20260203-419



OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC Règlementation de la circulation IMPASSE HENRI GROBON

Le Maire de la Commune de Miribel,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2211-1, L 2212-1, L 2212-2, L 2113-1 à L 2113-6-1,

VU le code de Sécurité Intérieure, notamment ses articles L 131-1, L 132-1 et L 132-7,

VU le Code de la Route et notamment ses articles L 130-5, L 411-1, R130-2, R411-8, **R412-30, R 414-14, R 413-1, R 412-2, R 411-26, R 417-6, R 417-10,**

VU la demande de l'entreprise « **ALLCOMS TECHNOLOGIES TP** » sollicitant l'autorisation **D'OCCUPER LE DOMAINE PUBLIC** pour le compte de « **CIRCET** »,

Vu l'avis des Services Techniques Municipaux,

CONSIDÉRANT que cette occupation du domaine public ne peut se réaliser sans régler la circulation,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Circulation

La circulation **sur l'impasse Henri GROBON** est réglementée **2 jours, 24H/24H**, sur la période **du 09/02/2026 au 20/02/2026**.

Cet arrêté n'est pas valable les jeudis matin de 07h00 à 13h00 en présence du marché hebdomadaire.

Sur l'impasse Henri GROBON, l'entreprise est autorisée à occuper le domaine public routier sur l'emprise visualisée en rouge à l'Article 2.

Par conséquent, **cette emprise occupée sur l'impasse Henri GROBON est fermée à la circulation des véhicules.**

L'entreprise assure la distribution d'un courrier d'information dans les boîtes aux lettres des riverains impactés par la fermeture à la circulation de cette portion de la rue.

Le stationnement est également interdit sur l'emprise occupée.

Le stationnement des véhicules sur l'emprise occupée est considéré comme gênant.

Les accès aux riverains, aux piétons et aux services sont maintenus.

Rappel :

- Collecte des ordures ménagères le mercredi matin,
- Collecte du tri sélectif le vendredi matin des semaines paires uniquement,
- Contact Madame MEYER Alexandra / Ambassadrice du Tri de la CCMP,
04 78 55 52 18 / animationdechets@cc-miribel.fr

ARTICLE 2 : Signalisation

L'entreprise assure la fourniture, la pose et l'entretien de la signalisation verticale et horizontale du chantier.

De jour comme de nuit, l'occupation du domaine public est réalisée, dans les conditions prévues par les nouvelles dispositions du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (8^{ème} partie - signalisation temporaire), approuvées par l'arrêté du 6 novembre 1992.

L'entreprise est responsable de tout accident pouvant survenir de son fait.

L'entreprise doit signaler, **à minima**, son occupation du domaine public par la mise en place de panneaux « **Route Barrée** » & « **Déviation** » conformément au visuel de principe annoté ci-après.



ARTICLE 3 : Poursuites éventuelles

Les contrevenants au présent arrêté seront poursuivis et réprimés conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Peut également être exercé contre le présent arrêté un recours gracieux auprès du Maire ; un recours contentieux pouvant ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Lyon dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux.

ARTICLE 5 : Ampliation

Une copie du présent arrêté est adressée à :

- * **Monsieur le Colonel**, Commandant le Groupement de Gendarmerie de l'Ain à Bourg en Bresse,
- * **Monsieur le Lieutenant**, Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Miribel,
- * **Monsieur le Chef de Police** Municipale,

- * **CCMP** – 238 rue des Brotteaux – Miribel,
- * **Service Départemental d’Incendie et de Secours** – 200 avenue du Capitaine Dhône – Bourg en Bresse,
- * **Transports PHILIBERT** – 24 avenue Barthélémy Thimonnier – Caluire et Cuire,
- * **Entreprise « ALLCOMS TECHNOLOGIES - TP »** – 432 rue des Valets – Montluel.

Chargés, chacun en ce qui le concerne, d’assurer l’exécution du présent arrêté.

Fait à Miribel, le 3 février 2026

Certifié exécutoire par :
Transmission en préfecture le :
Publication le :
Le Maire,
Jean-Pierre GAITET

Le Maire,

Jean-Pierre GAITET

